

LE FIGARO HISTOIRE

AOÛT-SEPTEMBRE 2015 - BIMESTRIEL - NUMÉRO 21

ADER SANTOS-DUMONT BLÉRIOT
ROLAND GARROS FRANTZ
LE BARON ROUGE GUYNEMER
KESSEL LINDBERGH MERMOSZ
SAINT-EXUPÉRY

LES
MERVEILLEUX
FOUS VOLANTS
NAISSANCE DE L'AVIATION



COLLÈGE :
GÉNÉALOGIE
D'UN
DÉSASTRE



DANS
LE CHAOS
SYRIEN



L'ODYSSÉE
DE
L'HERMIONE



BEL: 7,60 € - CAN: 14 \$ - CH: 12 £ - D: 8 € - DOM: 8 € - GRE: 7,60 € - LUX: 7,60 € - MAR: 78 DH - PORT: CONT: 8 €



ÉDITORIAL

Par Michel De Jaeghere

GUERRE DE CIVILISATION

« Nous ne pouvons pas perdre cette guerre, parce que c'est au fond une guerre de civilisation. » Commentant le 28 juin la décapitation d'un chef d'entreprise par un islamiste radical, dans le nord de l'Isère, Manuel Valls a déconcerté quelques-uns de ses propres partisans en utilisant un vocabulaire qui a pu, un instant, laisser croire qu'il se ralliait aux vues des néoconservateurs américains. Les civilisations ont, à gauche, mauvaise presse depuis que Samuel Huntington a prophétisé en 1996 que, succédant aux nationalismes du XIX^e siècle et aux idéologies mortifères qui ont ensanglanté le XX^e, elles seront au cœur des grands affrontements qui pulvériseront, demain, l'utopie d'une fin (pacifique) de l'Histoire. Pis encore : l'expression renvoyait à la « croisade » par laquelle George W. Bush avait riposté aux attentats du 11 septembre 2001 par une déclaration de guerre au terrorisme qui semblait considérer l'ensemble du monde musulman comme un bloc et le désigner comme un adversaire potentiel de l'Occident. Guerre perdue d'avance contre 1,6 milliard de croyants. Et stigmatisation qui se révélerait à haut risque dans un pays (le nôtre) remodelé par cinquante ans d'immigration, et qui compte désormais plusieurs millions de musulmans sur son sol.

Le soupçon relève du mauvais procès : le reste de l'entretien ne laissait, en réalité, aucun doute sur la volonté du Premier ministre de s'inscrire en faux contre toute globalisation de l'Islam, toute exaltation de l'Occident comme un « camp » à défendre. « Il s'agit pour moi d'une guerre de civilisation, au singulier, contre la barbarie, et non pas d'une guerre entre les civilisations, au pluriel », a-t-il tenu à préciser le lendemain. Le rectificatif mérite, pour le coup, qu'on s'y arrête. Qu'est-ce que le chef du gouvernement entend au juste par barbarie ? Et que recouvre, au singulier, le mot *civilisation* ?

Le terme de barbarie remonte à la Grèce antique. Il désigne celui qui ne parle pas le grec. Qui, par là, baragouine. C'est l'étranger, c'est l'Autre, par opposition auquel se définit « une communauté de race, de langue, de religion, de droit et de culture » qui se juge supérieure.

Pour le Romain, plus assimilateur par vocation, c'est le nomade adonné au tribalisme et ne connaissant d'autre loi que celle de ses passions, mais qu'il reste possible de faire accéder à une plus haute vie morale en lui faisant adopter une existence sédentaire et en le « romanisant ». Parce que, selon la belle expression d'Yves Albert Dauge, la barbarie est avant tout le théâtre d'un « drame intérieur ». Un état passager dont il est possible de sortir, pour peu qu'on s'y astreigne. « *Etre romain*, résume Rémi Brague, *c'est avoir en amont de soi un classicisme à imiter, et en aval de soi, une barbarie à soumettre.* »


Le mot *civilisation* est d'emploi plus récent. Il ne remonte qu'au XVIII^e siècle. Il définit le processus qui permet de parvenir à un certain degré de politesse, de justice et de raffinement. Qui se traduit par la production d'œuvres d'art, la construction de bâtiments, la création d'œuvres philosophiques ou littéraires, la découverte de lois scientifiques, le progrès des techniques permettant de maîtriser la nature pour la mettre au service de l'homme.

On comprend bien que Manuel Valls n'entendait de son côté que porter un jugement moral en désignant comme « barbare » la violence des procédés dont usent les terroristes qui se revendiquent de Daech :

attentats, égorgements, décapitations. Leur opposer les « valeurs » de la raison, de la paix et de la tolérance, considérées comme l'assise d'une civilisation à vocation universelle.

Mais n'avons-nous pas appris, à l'école de Lévi-Strauss, à nous méfier de telles catégorisations ? A considérer comme la pierre angulaire d'un anti-racisme de bon aloi l'idée que toutes les cultures se valent ? Qu'aucune échelle de valeur ne peut jamais être établie entre elles, parce qu'elle relèverait, par définition, de la culture de celui qui prétendrait mettre au point une telle hiérarchisation ? Qu'elle témoignerait de sa part d'une insupportable arrogance ? Qu'elle avait autrefois justifié, *horresco referens*, la colonisation ? Ne nous a-t-on pas répété, *ad nauseam*, que le barbare, c'est celui qui croit à la barbarie de l'Autre au lieu de l'accepter, tel qu'il est, dans sa différence ?

En revenant au nom des « valeurs de la République » à une conception « romaine » d'une civilisation considérée comme un idéal universel, Manuel Valls tourne spectaculairement le dos au différentialisme qui règne depuis soixante ans en maître sur les intelligences, et qui a assuré le triomphe du relativisme contemporain. Mais il serait dommage qu'il s'arrête en chemin. Car si les Romains considéraient, de fait, l'accès à la vie civique, la substitution de la délibération rationnelle à la loi du plus fort dans la définition du bien commun comme la voie royale qui permettrait à leurs sujets de sortir de leur barbarie native pour accéder à la civilisation, ils n'avaient eu garde de limiter celle-ci à l'adoption du principe électoral dans la désignation des dirigeants, non plus que de s'en remettre à l'infaillibilité d'une Raison livrée à elle-même. Ils l'identifiaient bien plutôt à un processus d'acculturation fondé sur la diffusion de la langue latine, la construction de monuments publics (temples, amphithéâtres, portiques) qui, faisant des cités des peuples conquis des répliques de Rome, habitaient leurs élites à une vie de loisirs propice à l'assimilation et la méditation des chefs-d'œuvre de la littérature, de la poésie, de l'histoire ou de la philosophie. Parce qu'ils estimaient qu'une telle formation était seule susceptible de nourrir leurs âmes par l'exemple magnifié des héros fondateurs comme par le spectacle des défaillances et des trahisons qui leur avaient fait cortège ; d'aiguiser leur discernement par l'initiation aux conflits de devoirs et aux cas de conscience qui forment la trame de l'existence ; de les habituer à reconnaître l'ordre naturel du monde derrière le désordre des apparences, et à orienter leur vie vers la recherche du Vrai, du Beau et du Bien.

Ces disciplines ont un beau nom : celui d'Humanités. Elles sont, depuis cinquante ans, considérées chez nous comme inutiles, et vouées à devenir, peu ou prou, matières à option dans un système éducatif orienté par la volonté de répondre chaque jour un peu plus aux nécessités d'une professionnalisation technicienne, aux présupposés d'un individualisme peu soucieux d'imposer des limites à la tyrannie des désirs instables, non plus que de proposer à la liberté souveraine des exemples de comportement. Elles ne visent, de fait, qu'à former des hommes dignes de ce nom. On peut, sans elles, gagner des guerres contre toutes sortes d'adversaires. On ne peut faire triompher la civilisation dont elles sont constitutives, puisque leur propos même est de dominer le fond de barbarie qui demeure tapi en chacun d'entre nous. 

LE FIGARO HISTOIRE

CONSEIL SCIENTIFIQUE. **Président** : Jean Tulard, de l'Institut. **Membres** : Jean-Pierre Babelon, de l'Institut ; Marie-Françoise Baslez, professeur d'histoire ancienne à l'université de Paris-IV Sorbonne ; Simone Bertière, historienne, maître de conférences honoraire à l'université de Bordeaux-III et à l'ENS-Sèvres ; Jean-Paul Bled, professeur émérite (histoire contemporaine) à l'université de Paris-IV Sorbonne ; Jacques-Olivier Boudon, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Paris-IV Sorbonne ; Maurizio De Luca, ancien directeur du Laboratoire de restauration des musées du Vatican ; Eric Mension-Rigau, professeur d'histoire sociale et culturelle à l'université de Paris-IV Sorbonne ; Arnold Nesselrath, professeur d'histoire de l'art à l'université Humboldt de Berlin, délégué pour les départements scientifiques et les laboratoires des musées du Vatican ; Dimitrios Pandermalis, professeur émérite d'archéologie à l'université Aristote de Thessalonique, président du musée de l'Acropole d'Athènes ; Jean-Christian Petitfils, historien, docteur d'Etat en sciences politiques ; Jean-Robert Pitte, de l'Institut, ancien président de l'université de Paris-IV Sorbonne ; Giandomenico Romanelli, professeur d'histoire de l'art à l'université Ca' Foscari de Venise, ancien directeur du palais des Doges ; Jean Sévillia, journaliste et historien.

Au Sommaire



ACTUALITÉ DE L'HISTOIRE

- 10. Collège : généalogie d'un désastre
Par François-Xavier Bellamy
- 18. L'Allemagne ne paiera pas
Par Jean-Louis Thiériot
- 20. Vincent de Paul, le miroir de la charité
Entretien avec Marie-Joëlle Guillaume, propos recueillis par Geoffroy Caillet
- 24. Deux Corbusier
Par Jean Sévillia
- 26. Côté livres
- 31. Dieu persiste et signe
Par François-Xavier Bellamy
- 32. Le mystère du linceul
Par Jean-Christian Petitfils
- 34. Le tour de France des expositions
Sous la direction d'Albane Piot
- 39. Les ours se suivent
Par Jean-Robert Pitte, de l'Institut



EN COUVERTURE

- 42. Ces merveilleux fous volants
Par Bernard Marck
- 52. Les conquérants de l'impossible
Par Irina de Chikoff, illustrations de Patrick Mallet
- 62. Clément Ader, les ailes du désir
Par Bernard Marck
- 65. Eclair de génie
Par Bernard Marck
- 66. L'étoffe des héros
Par Vincent Mottez, illustrations de Guillaume Berteloot
- 74. Le grand cirque
Par François Cochet
- 82. Kessel, le chevalier du ciel
Par Albane Piot
- 86. Des racines et des ailes
- 92. Tintin, entre ciel et terre
Par Thibaut Dary
- 96. La kermesse héroïque
Par Geoffroy Caillet
- 98. En plein ciel
- 100. Un musée sur le tarmac
Par Albane Piot

L'ESPRIT DES LIEUX

- 104. Dans le chaos syrien
Par Annie Sartre-Fauriat
- 114. La frégate de la liberté
Par Sophie Humann
- 118. La folle succession du comte de Paris
Par Albane Piot
- 126. La dame blanche
Par Marie-Laure Castelnaud
- 130. Avant, Après
Par Vincent Trémolet de Villers



Société du Figaro Siège social 14, boulevard Haussmann, 75009 Paris.
Président **Serge Dassault**. Directeur Général, Directeur de la publication **Marc Feuillée**. Directeur des rédactions **Alexis Brézet**.

LE FIGARO HISTOIRE. Directeur de la rédaction **Michel De Jaeghere**. Rédacteur en chef **Geoffroy Caillet**.
Enquêtes **Albane Piot**. Chef de studio **Françoise Grandclaude**. Secrétariat de rédaction **Caroline Léchamy-Maratray**.
Rédacteur photo **Carole Brochart**.

Editeur **Sofia Bengana**. Editeur adjoint **Robert Mergui**. Directeur Industriel : **Marc Tonkovic**. Responsable fabrication : **Serge Scotte**.
Responsable pré-presses : **Alain Penet**. Relations presse et communication **Marie Müller**.

LE FIGARO HISTOIRE. Commission paritaire : 0619 K 91376. ISSN : 2259-2733. Edité par la Société du Figaro.
Rédaction 14, boulevard Haussmann, 75009 Paris. Tél. : 01 57 08 50 00. Régie publicitaire **Figaro Médias**.
Président-directeur général **Aurore Domont**. 14, boulevard Haussmann, 75009 Paris. Tél. : 01 56 52 26 26.

Imprimé en France par **Imaye Graphic**, 96, boulevard Henri-Becquerel, 53000 Laval. Juillet 2015.
Imprimé en France/Printed in France. Abonnement un an (6 numéros) : 29 € TTC. Etranger, nous consulter au 01 70 37 31 70, du lundi au vendredi, de 7 heures à 17 heures, le samedi, de 8 heures à 12 heures. *Le Figaro Histoire* est disponible sur iPhone et iPad.

CE NUMÉRO A ÉTÉ RÉALISÉ AVEC LA COLLABORATION DE **FRÉDÉRIC VALOIRE, JEAN-LOUIS VOISIN, YVES CHIRON, JOSÉPHINE DE VARAX, MARGUERITE DE MONICAULT, DOROTHÉE BELLAMY, PHILIPPE MAXENCE, BAUDOUIN ROCHETTE, MÉLANIE ALTERESCO, PATRICIA MOSSÉ, FABRICATION ET MARIA VARNIER, ICONOGRAPHE.**

EN COUVERTURE © KURT MILLER/STOCKTREK IMAGES/CORBIS. © ALAIN TENDERO/DIVERGENCE. © AFP PHOTO/JOSEPH EID. © FRANCIS LATRELLE/HERRMIONE LAFAYETTE.

RETROUVEZ *Le Figaro Histoire* SUR WWW.LEFIGARO.FR/HISTOIRE ET SUR



Le Figaro Histoire est imprimé dans le respect de l'environnement.

À L’AFFICHE

Par François-Xavier Bellamy

Collège : Généalogie d'un désastre

La réforme du collège vient couronner un projet déjà ancien : l'effacement des disciplines ordonnées autour de la division du savoir. Au risque de compromettre leur transmission.

Vent de révolte sous la Coupole : en ce 11 juin 2015, l'Académie française, en séance plénière, s'exprime par un communiqué sur les orientations du gouvernement en matière d'éducation. Pour ceux qui connaissent l'institution, c'est en soi un événement : l'Académie française ne s'était pas prononcée sur une réforme en cours depuis plus de quarante ans... Il est donc question de la réforme du collège, mais aussi des nouveaux programmes qui, dès septembre 2016, doivent entrer en application, du primaire au lycée. Et sur ces deux aspects, le propos est sans détour : intitulé « Pour une vraie égalité des chances », le communiqué exprime une inquiétude très vive sur les dernières évolutions que ces réformes imposent au système scolaire français. Ce petit texte est – rigueur académique oblige – structuré en trois points : il pointe la confusion suscitée par l'addition de deux réformes majeures, qui a empêché les Français de bien comprendre les enjeux, les privant ainsi d'un vrai débat. Il s'inquiète ensuite de l'effacement des disciplines fondamentales, et enfin de la fragilisation irréversible de la place des humanités. La conclusion est sans appel : « *L'Académie française estime nécessaire de reconsidérer les principes et les dispositions des réformes proposées.* »



Mis aux voix, ce texte sans concessions est voté à l'unanimité. Pourtant, la composition de l'Académie est largement pluraliste, en particulier depuis l'élection, ces dernières années, d'un nombre important de nouveaux académiciens clairement engagés à gauche. Malgré ces sensibilités diverses, malgré sa tradition de discrétion, pas une voix n'a manqué sous la Coupole, en cette séance du 11 juin, pour soutenir cette manifestation d'inquiétude qui venait couronner plusieurs semaines de protestations émanant des plus prestigieux intellectuels français (Marc Fumaroli, Alain Finkielkraut, Pierre Nora, Jean-Pierre Le Goff, Jacques Julliard, bien d'autres...).

Les continuités de l'Éducation nationale

Comment en est-on arrivé là ? Aussi étonnant que cela puisse paraître, le ministère de l'Éducation nationale est celui pour lequel il est le plus difficile de distinguer les politiques menées par la gauche et par la droite. Il y a bien sûr des différences, notamment liées aux moyens : alors que le gouvernement de Nicolas Sarkozy choisissait de ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, François Hollande a été élu sur la promesse de recruter 60 000 nouveaux enseignants. Mais au-delà des questions d'intendance, et dès lors qu'il s'agit de vision de l'éducation, de l'école et de son



rôle, il est bien difficile de distinguer les projets. L'Éducation nationale a beau être le premier poste de dépenses au budget de l'État (en dehors de la charge de la dette), elle donne rarement lieu, dans le champ politique, à de véritables débats de fond.

Malgré les alternances, ces orientations ont donc été marquées depuis une cinquantaine d'années par une remarquable continuité. D'où le sentiment que l'école échappe, en fait, aux politiques. Des grands principes qui inspirent la récente réforme du collège, on peut ainsi retrouver la trace dans les choix initiés dès les années 1960, et dans les travaux pédagogiques encore antérieurs qui les ont inspirés.

Arrêtons-nous ici sur l'évolution la plus importante que cette réforme du collège entraînera – l'une de celles qui ont été aussi les moins discutées : il s'agit de l'introduction d'une part « interdisciplinaire » dans l'emploi du temps des élèves. A travers cette petite révolution, s'accomplit en réalité le projet mûri depuis quelques décennies de brouiller les délimitations classiques qui structuraient jusque-là les disciplines académiques. La réforme du collège et des programmes prévoit certes nombre d'autres changements : développement d'un accompagnement « personnalisé » (des heures de méthodologie en classe entière ou en groupes prises sur les heures de cours), suppression des

ÉCLATEMENT Fer de lance de la réforme du collège, Najat Vallaud-Belkacem ne fait pourtant qu'entériner l'accomplissement d'un projet entamé il y a plusieurs décennies. Au cœur des grands principes de la réforme, l'interdisciplinarité, qui, en consacrant l'éclatement des matières, doit permettre de soustraire l'enfant aux cours magistraux, réputés abstraits et décourageants, et favoriser des activités mêlant les disciplines, dans un souci de « proximité » avec les intérêts supposés des collégiens.

classes bilingues, des sections européennes et des options de langues anciennes, apprentissage précoce de deux langues vivantes, enseignement du code informatique... Mais le plus important est sans doute qu'elle marque une étape majeure dans la déconstruction d'un enseignement par grandes « matières ».

L'idée centrale est que les cours magistraux, un enseignant suivant l'autre, seraient ennuyeux, lassants, démotivants pour les élèves. Selon les promoteurs de la réforme, les frontières entre chaque discipline rendent le savoir abstrait, comme détaché du monde réel dans lequel toutes les dimensions s'entrecroisent – la dimension historique, spatiale, scientifique, culturelle, langagière... Pour sortir de ces frontières artificielles entre les connaissances, le nouveau collège introduira donc dès 2016 les « enseignements pratiques interdisciplinaires » (EPI) : sur la décision du conseil pédagogique, une instance composée et présidée par le chef d'établissement, on choisira de prendre des heures de cours, à hauteur de 20 % (l'équivalent d'une journée par semaine !), pour

les transformer en activités mêlant les disciplines et répudiant la froideur des enseignements théoriques afin d'aller, par la pratique, au-devant des intérêts (forcément concrets, matériels) des collégiens.

Prenons un cas proposé sur le site Internet du ministère de l'Éducation nationale : dans un établissement qui a choisi l'EPI « Développement durable », un professeur de physique et un professeur d'anglais, par exemple, devront céder une grande partie de leurs heures de cours pour les remplacer par une activité collective consistant à rédiger un magazine en anglais sur les machines à vapeur. Avec ces EPI, affirme Najat Vallaud-Belkacem, le collège permettra « *un temps durant lequel se croisent plusieurs disciplines pour donner du sens aux savoirs* ». Dans les faits, c'est surtout l'occasion de faire un pas vers l'effacement du modèle traditionnel d'enseignement.

Ce modèle que l'on attaque aujourd'hui est pourtant presque millénaire... L'Université, qui apparut pour la première fois en Europe vers la fin du XI^e siècle, s'était structurée rapidement autour de la séparation





© BRITISH LIBRARY BOARD/LEEMAGE. © HANNAH ASSOULINE/OPALE/LEEMAGE. © AFP PHOTO/JOEL SAGET. © FRANÇOIS BOUCHON/FICAROPHOTO.COM.



CRID'ALARME Ci-dessus : la géométrie, personnifiée par une femme, qui enseigne à des étudiants avec des équerres et des compas. Manuscrit, vers 1300 (Londres, The British Library). Ci-dessus, à droite, de haut en bas : Marc Fumaroli, Alain Finkielkraut, Pierre Nora. Indépendamment des clivages politiques, les plus prestigieux intellectuels français ont été les premiers à dénoncer (notamment sur *FigaroVox*) les dangers que la réforme fait peser sur la transmission du savoir. Page de droite : scène d'enseignement, peinture sur coupe à la manière du peintre du Splanchnopt, vers 460-450 av. J.-C. (Compiègne, musée Antoine-Vivenel).

entre des savoirs distincts par leurs objets autant que par leurs méthodes. L'Université de Paris, fondée en 1150, rassemble toutes les « facultés », qui conservent en son sein leur autonomie et leurs séparations. Au XIII^e siècle, pour compléter le parcours universitaire, se forment les premiers collèges. Ils accueillent les étudiants par groupes peu nombreux, dans un cadre plus rigoureux et exigeant. Dès leur création, les collèges organisent à leur tour leur pédagogie autour de disciplines clairement

séparées et ordonnées. Ils s'inspirent pour cela de la classification des connaissances héritées de l'Antiquité, à travers le *trivium* et le *quadrivium*. Le *trivium* recueille les disciplines de la parole : grammaire, rhétorique, logique. Le *quadrivium* organise les arts du nombre, tels que la culture antique les percevait : arithmétique, musique, géométrie, astronomie.

Bien sûr, les matières elles-mêmes changeront, au gré des époques et de leurs priorités. Aux collèges du Moyen Age se

substitueront ceux de la Contre-Réforme, de la Révolution et de l'Empire, puis ceux de la République. Après le traumatisme national de la défaite de 1870, on ajoutera l'histoire et la géographie aux matières scolaires fondamentales. Mais l'essentiel demeure, c'est-à-dire l'organisation même de l'enseignement autour de ces grandes divisions du savoir. C'est autour de ces « matières » bien distinctes que se structure l'emploi du temps dans les collèges, puis dans les lycées, depuis maintenant plusieurs siècles.

L'interdisciplinarité vient de loin

Cette organisation pourrait sembler aller de soi. Parce qu'elle favorise la clarté, la concentration. L'approfondissement par la spécialisation. L'excellence de chacun en fonction de ses dons.



CES LANGUES MORTES QU'ON ASSASSINE

La réforme du collège supprime l'enseignement du latin et du grec. Les options proposées pour apprendre ces langues anciennes, à raison de trois heures par semaine, vont purement et simplement disparaître. Si leur établissement l'a décidé, les collégiens pourront suivre un enseignement pratique interdisciplinaire « Langues et cultures de l'Antiquité ». Cet EPI, qui peut inclure aussi l'Égypte, la Perse, la Mésopotamie, n'a rien à voir avec un enseignement des langues anciennes : comme tous les EPI, il devra proposer une activité autour de deux matières différentes. Et de toute façon, il ne durera pas plus de huit mois sur toute la scolarité... Impossible dans un temps si court, même avec un cours habituel, d'apprendre vraiment l'une ou l'autre langue.

C'est donc une véritable révolution qui s'opère, probablement irréversible. La fin d'un apprentissage qui avait formé pendant des siècles la structure même des collèges : depuis leur création, et leur développement au XVI^e siècle, le latin constituait la base des enseignements qui y étaient dispensés. La contestation du latin commença avec la Révolution : l'abbé Grégoire s'élevait contre « la prévention ridicule qui exalt[e] toujours les étrangers et les anciens aux dépens des nationaux et des modernes ». Condorcet tenta de supprimer le latin de l'enseignement, au profit de l'usage exclusif du français. Mais Napoléon rétablit les langues anciennes, et le latin reprit sa place prédominante au sein des lycées que créa l'Empire. Au début du XX^e siècle, les trois sections principales des collèges et lycées sont latin-grec (A), latin-langues (B) et latin-sciences (C). Rien ne changera jusqu'à la V^e République. C'est en effet le changement de perspective décidé par le général De Gaulle qui rebat alors les cartes. Le lycée napoléonien devait produire une élite intellectuelle, formée par la culture humaniste aux responsabilités publiques et militaires ; pour le général – pourtant un pur produit de cet enseignement –, le système scolaire doit maintenant former les ingénieurs et les spécialistes que requiert la modernité technicienne. En 1965, les sections sont transformées : littéraire (A), économique (B), scientifique (C) et expérimentale (D). Dans l'élan des grandes écoles d'ingénieurs simultanément promues par De Gaulle, la section scientifique devient immédiatement la plus prestigieuse. « Pour devenir

vétérinaire, directeur commercial ou médecin, il a donc fallu être "matheux", quand il fallait être latiniste vingt ans plus tôt », écrit Vincent Troger. En moins de dix ans, les mathématiques prennent donc la place du latin comme discipline d'excellence dans l'enseignement secondaire. A la rentrée 1968, le latin est supprimé en 6^e : Edgar Faure, le ministre de l'époque, se félicite d'avoir accompli « une véritable démystification » et d'avoir supprimé « un frein à la démocratisation ». Car c'est désormais sous cet angle qu'on s'attaquera au latin : il constituerait, écrit Pierre Bourdieu, un « gaspillage ostentatoire d'apprentissage », un luxe de savoir apparemment inutile, mais en réalité mis au service d'une stratégie de distinction sociale. Najat Vallaud-Belkacem ne dit pas autre chose lorsqu'elle supprime les options de langues anciennes au motif qu'elles serviraient des « stratégies d'évitement ». Problème : c'est dans les collèges les plus défavorisés que ces options s'étaient le plus développées, par exemple dans l'académie de Créteil, où les effectifs avaient augmenté de 40 % ces dix dernières années...





© BNF, DIST. RMN-GRAND PALAIS/IMAGE BNF

TRANSMISSION

Ci-contre : médecin enseignant à des étudiants. A ses côtés se tiennent Avicenne, Galien et Hippocrate. Miniature tirée de l'antidotaire *Collectorium chirurgicum* de Gui de Chauliac et Bernard de Gordon, 1461 (Paris, Bibliothèque nationale de France).

Dès le XIX^e siècle, elle se voit contestée : déjà Jules Ferry envisageait de remettre en question l'importance des disciplines héritées d'un passé si lointain. Il l'expliquait dans un discours aux enseignants, en 1880 : « Aussi, messieurs, ce que nous vous demandons à tous, c'est de nous faire des hommes avant de nous faire des grammairiens ! (...) Oui, vous avez compris qu'il faut réduire dans les programmes la part des matières qui y tiennent une part excessive ; vous avez compris qu'aux anciens procédés qui consomment tant de temps en vain, (...) il faut substituer un enseignement plus libre, plus vivant et plus substantiel. » Tout est dit : l'enseignement par matière, rigide, artificiel, empêche la créativité et la spontanéité de l'élève de se déployer.

« Plus de scolastique » : cette courte devise sera l'une des règles décisives de la méthode mise au point dès les années 1920 par Célestin Freinet. Concrètement, cela signifie que l'enseignement par matière doit disparaître. Il devra être remplacé par une totale liberté laissée dans le travail, qui sera désormais, non plus structuré en disciplines abstraites, mais orienté vers un but réel – comme la rédaction d'un journal d'école, ou l'exploration du milieu local...

Cette pédagogie n'a plus cessé, depuis, d'influencer les visions et les pratiques éducatives ; Freinet la décrit comme une « méthode naturelle », qui doit remplacer l'artificialité des savoirs bien classés. L'intelligence, en effet, est dans la synthèse active qui permet de comprendre un objet dans sa

complexité ; il faut donc supprimer l'enseignement « *ex cathedra* », qui délivre des connaissances partielles, théoriques et donc inutiles, pour relier les savoirs entre eux, et finalement supprimer tout apprentissage, et tout travail de la mémoire qui ne soit pas directement profitable à la vie réelle.

A cette vision nouvelle, qui décrit l'enseignement par matière comme pesant, les mutations rapides introduites par les Trente Glorieuses achèveront de donner le crédit qui manque encore. « Il s'agit que l'enseignement, écrit De Gaulle dans ses *Mémoires*, (...) réponde aux conditions de l'époque, qui sont utilitaires, scientifiques et techniques. » Il faut donc qu'il prépare directement à la vie active, aux savoir-faire professionnels.

Les disciplines traditionnelles, qui semblent ainsi dépassées par l'évolution du monde, sont dans le même temps remises en cause par l'évolution des savoirs universitaires : l'apprentissage du français est profondément transformé par le développement de la linguistique ; dans les années 1960, les mathématiques intègrent dès

TROUS DE MÉMOIRE

Ils ne sont pas encore définitivement arrêtés, puisque la phase de concertation qui vient de s'achever doit donner lieu à des modifications ; mais la première version des nouveaux programmes d'histoire pour le collège a déjà fait couler beaucoup d'encre. S'ils reprennent un ordre chronologique précédemment abandonné, ils ne reviennent pas cependant à un récit continu de l'histoire. Bien au contraire : pour la première fois, les concepteurs de ces programmes ont choisi de fixer des thèmes obligatoires et des passages facultatifs. Etrange décision dans une période qui semble marquée par la nécessité de redonner à tous les Français une mémoire et des repères communs... A la fin de la classe de 3^e, les élèves n'auront donc pas tous étudié les mêmes passages de l'histoire. Ce qui constitue un premier problème, pointé notamment par les enseignants : « Nous tenons à des programmes nationaux, qui ne coupent pas à la hache des pans entiers de l'Histoire », expliquait Bruno Benoit, président de l'Association des professeurs d'histoire-géographie. La critique

ne s'est pas cantonnée aux clivages partisans habituels : dix professeurs encartés à gauche écrivaient ainsi, dans *Marianne*, leur opposition à une « *chronologie gruyère* », qui laisserait passer des pans entiers de l'histoire. Et de fait, au-delà de cette première et surprenante inflexion, le choix même des thématiques obligatoires et facultatives a été l'objet d'une très large indignation. En 5^e, l'histoire de l'Islam est obligatoire, celle des Empires carolingien et byzantin facultative. Entre le XV^e et le XVIII^e siècle, seule est obligatoire l'étude de « l'émergence du roi absolu ». Pour les XVIII^e et XIX^e siècles, l'histoire de l'Europe n'est évoquée que sous le prisme de la domination que celle-ci fait peser sur le monde – et l'étude de la période des Lumières devient facultative. Dans un long entretien au *Journal du dimanche*, l'historien Pierre Nora fait de ces choix singuliers le symptôme d'une crise très profonde : « C'est l'expression d'une France fatiguée d'être elle-même, d'un pays qui ne sait pas trop où il va et ne sait donc pas dire d'où il vient. »